INTERVENTION COMMUNISTE

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

INITIATIVE OF COMMUNIST AND WORKERS' PARTIES

N° 145 2 € **Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !** Mars Avril 2018

Supplément gratuit au n° 145



Un 1er mai vers la contre offensive

EDITO

En ce 1er mai 2018, cinquante ans après le grand mouvement social de 1968, se dessine la perspective d'une contre-offensive de la classe ouvrière et des masses populaires contre la politique des monopoles, du gouvernement Macron et de l'Union Européenne.

Notre parti exprime sa **solidarité** avec les travailleurs du rail, de l'énergie, du nettoyage, du transport aérien, du commerce, **avec toutes celles et tous ceux qui sont dans la lutte**, à partir de leurs revendications, contre la politique de la bourgeoisie monopoliste que veut mettre en œuvre le gouvernement Macron. Et nous sommes solidaires avec le mouvement étudiant contre la sélection sociale.

Nous sommes confrontés à la tentative de **mise en place d'une nouvelle étape de la politique des monopoles**, visant à démanteler les acquis sociaux obtenus depuis une centaine d'années : droit du travail, services publics, limitation du temps de travail, retraites, Sécurité Sociale et santé, statuts des travailleurs de la Fonction publique et assimilés, sans oublier une politique de réduction du pouvoir d'achat et la volonté d'aggraver la sélection sociale à l'université.

Dans le même temps, **la politique fiscale vise à alléger le Capital et les fortunes de toute contrainte.** Certes, depuis Mitterrand, toutes les politiques menées ont été marquées par ces caractéristiques. L'Union Européenne en a été le cadre organisationnel, permettant de passer par dessus les Parlements. Mais en France, les luttes massives qui ont eu lieu tout au long de ces années, même si elles n'ont pas gagné, ont freiné, ralenti, laissé inachevées les contre-réformes du Capital monopoliste, lui faisant prendre du retard sur ses concurrents, notamment britannique et allemand, à un moment où la crise du capitalisme met en difficulté le processus d'accumulation du capital.

Macron a été choisi par la bourgeoisie pour rattraper le retard et pour renforcer la domination monopoliste dans notre pays : c'est le sens du renforcement des lois de répression, votées ou annoncées, sur le renseignement et la sécurité ; c'est le sens de **la réforme constitutionnelle qui vise à concentrer tous les pouvoirs entre les mains du chef de l'exécutif présidentiel,** réduisant l'Assemblée Nationale à un rôle purement décoratif, renforçant le caractère réactionnaire de la Constitution gaulliste.

Il est **vital pour la classe ouvrière de s'opposer à cette politique, porteuse des caractéristiques de l'extrême droite** (loi sur les migrants comprise), **en faisant converger les luttes en cours contre la politique des monopoles et des groupes financiers.** Il faut récupérer ce qu'ils nous ont pris en matière de retraite, de droit du travail, de droits sociaux et démocratiques…

Ce système capitaliste, en crise chronique, tourne le dos à l'avenir. Il doit être remplacé par le socialisme-communisme, où l'État sera celui du prolétariat, où la propriété des moyens de production sera collective, et où la planification centralisée et démocratique permettra un développement économique et social harmonieux.

Pour y parvenir, il faudra de durs combats de classe, mais il n'y a pas d'alternative : non seulement le capitalisme accroît la misère et les difficultés pour le plus grand nombre, mais il fait peser une menace de guerre permanente sur le monde et de crise écologique majeure.

C'est pourquoi nos batailles doivent intégrer leur dimension internationaliste. Il faut renforcer la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), la grande centrale internationale de lutte de classe et combattre la Confédération Européenne des Syndicats (CES), instrument de l'Union Européenne et des monopoles, et la Confédération syndicale Internationale (CSI), liée à la social-démocratie, à la CIA et au Vatican.

En ce 1er mai 2018, nous saluons les travailleurs du monde entier dans leurs luttes contre le Capital et pour la paix.

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN EN LUTTE CONTRE L'OPPRESSION SIONISTE DE L'ÉTAT D'ISRAËL !
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DU VENEZUELA CONFRONTÉ AUX TENTATIVES DE COUP D'ÉTAT FASCISTE !
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DE SYRIE QUI A RÉUSSI À CONSERVER SON INDÉPENDANCE NATIONALE !
(**À lire, sur notre site** www.pcrf-ic.fr**, notre déclaration condamnant l'agression des États-Unis, de la France et de la Grande Bretagne contre la Syrie.)**
SOLIDARITÉ AVEC CUBA SOCIALISTE !
SOLIDARITÉ AVEC LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE !

Étudiantes et étudiants, uni-e-s dans la lutte contre la politique Macron !

Depuis le début de l'année, les mobilisations étudiantes gagnent en puissance. Il était évident que le gouvernement Macron, en s'attaquant au peuple-travailleur et à ses conquêtes démocratiques, allait porter des coups contre l'enseignement public, de l'école à l'université.

Dans le secteur universitaire, c'est la poursuite de la libéralisation des études, avec la remise en cause du droit à l'éducation pour toutes et tous. La sélection est le fer de lance des mesures anti-populaires et réactionnaires, car elles s'inscrivent dans une perspective d'attaque de la classe bourgeoise contre la classe des travailleurs. Les réformes en licence et les réformes du post-bac suivent aussi cette logique.

La colère des étudiantes et étudiants, qui s'exprime dans un nombre croissant d'universités, à travers toutes formes de lutte (AG, pétitions, blocages...) est légitime. Elle s'inscrit dans l'expression d'un mécontentement global et le souci d'un avenir meilleur.

Pour contrer les résistances à ses réformes, la bourgeoisie n'a pas hésité à tenter de saper en amont la volonté de se mobiliser. La leçon du mouvement contre la loi Travail (Loi El Khomri) a été retenue : tout faire, par une communication mensongère, semant désinformation et pessimisme, pour éviter le développement des luttes convergentes, selon le vieil adage « *Diviser pour mieux régner* ».

Mais ce travail de sape ne se limite pas au contrôle idéologique et médiatique. Une vieille formule existe, plus violente et distillant plus de terreur : **l'emploi de mercenaires et de milices fascistes** contre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier. Nous avons déjà observé cela lors des mobilisations contre la Loi Travail, par exemple lorsque des membres de l'Action Française venaient intimider des lycéens de Louis-le-Grand qui étaient en blocus. Les récents événements de Montpellier, mais aussi à Strasbourg, où des étudiants ont été pris en chasse et menacés de mort, sont plus graves.

La violence d'État n'est pas en reste, d'ailleurs, avec à la fac de Nanterre, l'intervention disproportionnée d'une compagnie de CRS, débouchant sur l'arrestation d'une dizaine d'étudiants, évidemment destinée à impressionner les étudiant-e-s et leurs familles.
On voit le visage à la fois réactionnaire et d'extrême-droite du gouvernement Macron, qui n'hésitera pas à recourir à tous les moyens répressifs possibles, si la mobilisation gagne de l'ampleur.

C'est dans une perspective de montée en puissance et d'auto-défense contre les attaques de la bourgeoisie que les étudiantes et étudiants doivent s'organiser dans le mouvement syndical étudiant.

S'organiser en son sein avec la compréhension que les bourgeois et leur système capitaliste ne peuvent pas répondre à nos besoins : avoir une éducation ouverte à toutes et tous, gratuite, avec une garantie d'emploi en fin d'études.
C'est pour cela qui faut aussi poser la question suivante : quel type de société voulons-nous ? Quel avenir pour le peuple-travailleur et sa jeunesse ? Le système capitaliste est en crise et ne peut fondamentalement pas répondre à nos besoins : il faut le renverser et instaurer une société qui répondra à nos besoins.

Le PCRF encourage et appelle les étudiantes et étudiants à renforcer le syndicalisme étudiant selon ces modalités, à faire la jonction avec le mouvement des travailleurs et à rejoindre l'Union de la Jeunesse Communiste (UJC), pour développer une perspective politique d'abolition du capitalisme, pour la construction d'une autre société.

Solidarité avec les victimes de répression syndicale !

Macron et son gouvernement l'ont démontré à maintes reprises : ils sont en guerre ouverte contre toutes les formes de résistance à leur politique ultra-réactionnaire.

La répression syndicale prend donc de l'ampleur dans les secteurs où la lutte contre les attaques est la plus vive, notamment dans les secteurs publics de la SNCF et de La Poste.

À La Poste, c'est l'acharnement contre le syndicaliste Gaël Quirante, qui se poursuit. Ce militant, secrétaire du syndicat SUD-Poste dans les Hauts-de-Seine, avait été condamné en 2010 pour avoir prétendument « séquestré » des cadres de La Poste lors d'une **grève** qui avait duré plus de deux mois ; il vient d'être licencié, la Ministre du Travail Muriel Pénicaud ayant autorisé son licenciement, contre l'avis de l'Inspection du Travail qui l'avait refusé à quatre reprises, jugeant que les faits reprochés n'étaient pas assez graves, et que le licenciement faisait l'objet d'une discrimination syndicale (même l'ancien ministre du Travail du gouvernement Fillon, Xavier Bertrand, l'avait refusé !).

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France exprime sa solidarité avec ce syndicaliste victime de répression, et appelle à renforcer son soutien en signant la pétition au lien https://www.change.org/p/non-au-licenciement-de-gaël.

À la SNCF, depuis le mois de mars, les mesures d'intimidation, de diffamation, et les pratiques illégales ont été multiples pour tenter d'enrayer le mouvement de grève massive mené par les organisations de cheminots :
- Coûteuse campagne de propagande sur les prétendus « privilèges » des cheminots
- Pressions sur les cadres pour remplacer les grévistes, y compris dans la conduite de trains ; face au refus, pressions pour leur faire porter des « gilets rouges » en soutien aux non-grévistes, Guillaume Pepy, directeur de la SNCF affirmant : « *Les cheminots travaillant (pendant la grève) ont besoin d'être soutenus, ce soutien d'un cadre de direction, gilet rouge, est un beau geste* ». À défaut, le recours à des conducteurs anglais a été envisagé...
- Menaces de retraits sur salaire au-delà des seuls jours de grève
- De la part du gouvernement, menace de recours aux ordonnances le jour même de l'ouverture des débats à l'Assemblée nationale.

Les exemples ci-dessus rappellent la lutte à mort menée, dans les années 80, par M. Thatcher contre les mineurs, où tous les coups (y compris criminels) étaient permis pour abattre un des bastions ouvriers les plus combatifs de Grande-Bretagne. Les cheminots sont prévenus : leur victoire sera le résultat de leur force et de leur intelligence collective, de leur détermination sans faille, et de la solidarité des autres travailleurs, pour amplifier les convergences au sein du mouvement social.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France exprime son total soutien aux cheminots en lutte, fer de lance de la défense des services publics. Il appelle à la solidarité financière, en contribuant à renforcer les caisses de grève organisées par la CGT.

Pour battre l'extrême-droite et le fascisme, il faut lutter contre le capitalisme !

Le 21 mars 2018, le Bureau Confédéral de la CGT publiait un communiqué intitulé : « *L'extrême droite n'a pas sa place ni dans les cortèges syndicaux ni nulle part ailleurs !* », pour condamner la démagogie de l'ex-Front National qui prétendait vouloir participer aux manifestations des travailleurs et travailleuses de la Fonction Publique et des cheminots et cheminotes. Ce faisant, il s'opposait à la présence de ce parti politique d'extrême-droite aux origines fascisantes, sur le parcours des manifestations.

Nous ne pourrions évidemment que nous réjouir de cette position si, dans le même temps, le communiqué ne recelait **une ambiguïté et une manœuvre politique que l'on peut cataloguer de canaillerie gravissime.**

Ambiguïté, quand la politique du Front National est ramenée aux seuls critères du racisme et du repliement national xénophobe. C'est oublier, ou passer sous silence, que le véritable programme de ce parti est de mettre au pas les travailleurs, de s'attaquer au mouvement syndical pour le liquider, et de permettre au patronat d'intensifier l'exploitation. Le racisme et la xénophobie sont justement destinés pour, à la fois, diviser la classe ouvrière et tenter de créer l'Union Sacrée derrière la bourgeoisie française. De ce point de vue, d'ailleurs, le FN n'est pas seul : LR se distingue dans la surenchère, Valls n'a rien à leur envier, et les lois adoptées sur l'immigration par LRM sont fortement teintées par l'idéologie du repliement sur soi, simplement en en modifiant l'échelle : le national y fait place à l'européen, mais le résultat au bout du compte est bien le même !

Mais ce qui est grave, c'est l'amalgame qui est fait dans le texte entre le racisme, la xénophobie de l'extrême-droite et l'opposition à l'Union Européenne en général : "*du « Front National » aux « Patriotes », en passant par différents mouvements favorables au « Frexit »*". On ne peut que s'interroger sur ce que signifie cet amalgame la veille de la journée de mobilisation, où les cheminots et cheminotes, les fonctionnaires, manifestaient à Paris contre les politiques décidées dans le cadre de l'UE par les gouvernements français et les monopoles.

Et on ne peut que s'interroger encore sur le lien qui existe entre cet amalgame scandaleux et la participation de la direction de la CGT à la pseudo Confédération européenne des syndicats (CES), en réalité une branche intégrée à l'Union Européenne, qui a soutenu les Lois Travail de 2016 et 2017, qui soutient la mise en concurrence des chemins de fer et des services publics !

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France réaffirme son opposition à l'UE et sa position pour le retrait anticapitaliste de cette organisation, créée sur fond de guerre froide contre les pays socialistes, organiquement liée à l'OTAN, et qui prévoit des interventions militaires contre un pays dont les travailleurs choisiraient d'en finir avec le capitalisme ! L'UE qui permet de faire fi du suffrage universel pour accroître les profits et l'exploitation du capital !

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France appelle les travailleurs à intervenir dans leurs syndicats à tous les niveaux pour condamner cet amalgame scandaleux, pour que la CGT se prononce sur des bases de classe contre l'UE, contre l'affiliation à la CES, et pour l'adhésion à la Fédération Syndicale Mondiale.

Ce serait là tourner le dos résolument à tout repliement nationaliste et, au contraire, poser les bases de la mise en œuvre du mot d'ordre lancé il y a 170 ans par Marx et Engels :

"Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !".

Victoire diplomatique de la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC)

Le PCRF salue la victoire diplomatique obtenue par la RPDC avec la rencontre historique entre le Président Kim Jong Un et le président de Corée du sud Moon Jae-in à Panmunjon, et celle, annoncée pour fin mai, avec Donald Trump.

C'est le résultat de la politique de principe maintenue envers et contre tous, des dirigeants de la RPDC. C'est l'échec de la politique d'isolement, d'embargo économique et autres "sanctions" menée depuis 1948 contre la RPDC par les États-Unis et leurs alliés.
La rencontre de Panmunjon, la troisième depuis 2000 entre les premiers dirigeants du Nord et du Sud, répond aux aspirations à la réunification nationale du peuple coréen. Elle traduit la tendance d'une partie de la bourgeoisie sud-coréenne à vouloir se dégager d'une partie de l'emprise états-unienne, dont les relais politiques locaux, partisans de l'ancien président Lee Muyng-bak et de l'ancienne présidente Park Geun-hye, sont englués dans les scandales de corruption et affaiblis par les manifestations populaires. Ces dernières ont conduit à l'arrestation des deux ex-présidents, et à la mise en cause des monopoles (chaebol) sud-coréens.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France exige que le gouvernement français établisse sans tarder des relations diplomatiques avec la RPDC.